

Considérant qu'un meilleur étalement des débarquements de soles VIIa, de plies VIIIg et de soles limandes peut être réalisé en modifiant des maxima de captures par voyage en mer, calculés par jour de navigation de présence dans la zone concernée;

Considérant que la consommation des quotas de la sole et du plie, les espèces les plus importantes et la réduction de la capacité de pêche, il est possible de modifier le nombre maximal de jours de navigation par bateau de pêche en 2006,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 janvier 2006, portant des mesures complémentaires de conservation des réserves de poisson en mer, les mots "deux cent cinquante" sont remplacés par le nombre "260".

**Art. 2.** L'Article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation à l'alinéa précédent, dans la période du 1<sup>er</sup> octobre 2006 jusqu'au 31 décembre 2006 inclus et ce, dans la zone-c.i.e.m. concernée les captures de soles des bateaux de pêche par voyage en mer ne peuvent dépasser les quantités suivantes multipliées par le nombre de jours de navigation pendant le voyage en mer dans la zone-c.i.e.m. en question :

400 kg par jour de navigation dans la zone-c.i.e.m. VIIa en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW,

800 kg par jour de navigation dans la zone-c.i.e.m. VIIa en cas d'une puissance motrice supérieure à 221 kW. »

**Art. 3.** A l'article 23 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 5 avril 2006 et 23 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2006 :

1° dans le § 3 le nombre "60" est remplacé par le nombre "20",

2° dans le § 4 le nombre "120" est remplacé par le nombre "40".

**Art. 4.** Dans l'article 26 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2006 :

1° dans le § 5 le nombre "200" est remplacé par le nombre "225",

2° dans le § 6 le nombre "400" est remplacé par le nombre "450".

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2006 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2006, à 24 heures.

Bruxelles, le 25 septembre 2006.

Y. LETERME

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3855

[2006/203101]

**14 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant la procédure d'octroi des subventions destinées aux infrastructures et équipements des hôpitaux et des maisons de repos**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées, notamment les articles 2 et 6;

Vu les lois sur les hôpitaux, coordonnées par l'arrêté royal du 7 août 1987, notamment l'article 46, modifié par la loi du 14 janvier 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant la procédure d'octroi des subventions destinées aux infrastructures et équipements des hôpitaux et des maisons de repos;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 25 janvier 2006;

Vu l'avis n° 40.671/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 juillet 2006, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, l'alinéa suivant est ajouté :

« Au sens du présent arrêté, on entend par :

— "Ministre" : la Ministre qui a la Santé et l'Action sociale dans ses attributions;

— "administration" : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

**Art. 3.** L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Sauf pour les dossiers concernant exclusivement des investissements mobiliers, des services ou des appareillages médicaux, ainsi que pour les autres projets de travaux n'impliquant pas une modification de la superficie ou de l'affectation des locaux, le maître de l'ouvrage demandeur de la subvention soumet son avant-projet à l'accord du Ministre.

L'avant-projet est introduit sous la forme d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi par l'administration et au terme de laquelle le maître de l'ouvrage demandeur de la subvention atteste :

1° que :

— le demandeur est une association sans but lucratif, une fondation, une association créée en vertu du chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou une intercommunale ou;

— si le demandeur est un centre public d'action sociale, une commune, une province ou une intercommunale, les obligations requises par les règles de tutelle ont été respectées;

2° que, si la demande concerne un hôpital, les engagements prévus à l'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux tel que modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 1967 ont été respectés;

3° que, si la demande vise une maison de repos ou une maison de repos et de soins, les engagements prévus à l'article 5 de la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées ainsi qu'à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 2 mai 1972 fixant des conditions particulières à l'octroi de subsides pour la construction ou le reconditionnement de maisons de repos pour personnes âgées ont été respectés;

4° qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux, services et fournitures faisant l'objet de la demande d'accord sur avant-projet.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les documents suivants sont également joints à l'avant-projet :

1° la délibération du maître de l'ouvrage demandeur;

2° un mémoire détaillé décrivant la situation existante, les objectifs poursuivis, indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux, des services et/ou l'acquisition des équipements faisant l'objet de la demande de subvention et précisant la manière par laquelle le maître de l'ouvrage assumera sa contribution financière;

3° le programme des travaux envisagés, concrétisé dans un plan directeur, c'est-à-dire une esquisse technique des plans des ouvrages permettant d'évaluer l'importance des travaux à réaliser;

4° une estimation des travaux, des services et/ou des équipements à acquérir.

L'avant-projet et les documents sont adressés à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. »

**Art. 4.** L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 est abrogé.

**Art. 5.** A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, les alinéas 1<sup>er</sup> à 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Dans les trente jours de la réception de l'avant-projet, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si l'avant-projet est complet soit un avis l'invitant à compléter, dans les deux mois, son avant-projet en précisant les pièces manquantes et en l'invitant, si nécessaire, à préciser, dans un dossier technique plus détaillé, le plan directeur dont question à l'article 4.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, l'avant-projet est réputé complet.

Le cas échéant, dans les trente jours de la réception du dossier technique plus détaillé, l'administration, délivre au demandeur soit un accusé de réception si ce dossier est complet soit un avis l'invitant à le compléter, dans les deux mois, en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, l'avant-projet est définitivement réputé complet. »

**Art. 6.** A l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le projet est introduit sous la forme d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi par l'administration et au terme de laquelle le maître de l'ouvrage demandeur de la subvention atteste que les dispositions prévues au titre I<sup>er</sup>, chapitre XVII<sup>ter</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ont été respectées afin d'assurer aux personnes à mobilité réduite l'accès aux investissements subventionnés.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les documents suivants sont également joints au projet :

1° de la délibération du maître de l'ouvrage demandeur approuvant le projet et fixant le mode de passation du marché;

2° le cas échéant, l'avis de marché;

3° le cahier spécial des charges, le métré détaillé et les plans d'exécution;

4° le devis estimatif des travaux et/ou des équipements;

5° le permis d'urbanisme lorsqu'il est requis;

6° le rapport du service régional d'incendie lorsqu'il est requis.

Pour les dossiers concernant exclusivement des investissements mobiliers, des services ou des appareillages médicaux, ainsi que pour les autres projets de travaux n'impliquant pas une modification de la superficie ou de l'affectation des locaux, le projet comprend également la déclaration sur l'honneur visée à l'article 4, alinéa 2, et un mémoire détaillé décrivant la situation existante, les objectifs poursuivis, indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux, des services et/ou l'acquisition des équipements faisant l'objet de la demande de subvention et précisant la manière par laquelle le maître de l'ouvrage assumera sa contribution financière.

Le projet et les documents sont adressés à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. »

**Art. 7.** L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 est abrogé.

**Art. 8.** A l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par les alinéas suivants :

« Dans les trente jours de la réception du projet, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si le projet est complet, soit un avis l'invitant à compléter, dans les deux mois, son projet en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le projet est réputé complet. »

**Art. 9.** A l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, le mot "huit" est remplacé par le mot "douze".

**Art. 10.** A l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par les alinéas suivants :

« Dans les trente jours de la réception du dossier relatif à l'attribution du marché, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si le dossier est complet, soit un avis l'invitant à le compléter, dans les deux mois, en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le dossier est réputé complet. »

**Art. 11.** A l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, l'alinéa suivant est ajouté :

« Cependant, les travaux modificatifs ou supplémentaires ne sont subsidiables que s'ils ne dépassent pas 10 % du marché initial approuvé, indexation non comprise. »

**Art. 12.** L'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les marchés de travaux et de services, la subvention est mise à disposition selon les modalités suivantes :

1. une première tranche de 30 % du montant de la subvention est mise à disposition du maître de l'ouvrage dès que celui-ci a passé commande des travaux et des services concernés et que ceux-ci ont effectivement été entamés, ce qu'attestera le premier état d'avancement des travaux;

2. les deuxième et troisième tranches de 30 % sont mises à disposition dès que le total des factures présentées, T.V.A. et frais généraux compris, atteint le total de la tranche déjà mise à disposition;

3. le solde de la subvention est mis à disposition du maître de l'ouvrage à l'approbation du compte final des travaux ou des services.

Pour les marchés d'équipement, la subvention est payée sur présentation des factures. »

**Art. 13.** L'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 est remplacé par la disposition suivante :

« Le dossier relatif au compte final est introduit sous la forme d'une déclaration sur l'honneur dont le modèle est établi par l'administration et au terme de laquelle le maître de l'ouvrage demandeur de la subvention atteste :

1° de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le compte final;

2° de la réception provisoire;

3° des délais d'exécution;

4° de la fin des travaux;

5° du calcul des amendes;

6° de la justification des travaux supplémentaires ou modificatifs autorisés.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les éléments susmentionnés feront également l'objet d'une note argumentée de l'organisme demandeur permettant à l'administration de porter un jugement quant à l'utilisation de la subvention.

Les états d'avancement et le compte final de l'entreprise, accompagnés des factures correspondantes sont également joints au dossier.

Le dossier relatif au compte final et les documents sont adressés à l'administration par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. »

**Art. 14.** L'article 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les trente jours de la réception du dossier relatif au compte final, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si le dossier est complet, soit un avis l'invitant à le compléter, dans les deux mois, en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, le dossier est réputé complet.

Le Ministre approuve ou improuve le compte final dans les douze mois de la réception du dossier complet. »

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2006.

Il s'appliquera aux dossiers déjà introduits auprès de l'administration au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, au stade suivant de leur état d'avancement.

**Art. 16.** La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 septembre 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme Ch. VIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3855

[2006/203101]

**14 SEPTEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de procedure voor de subsidiëring van de infrastructuren en uitrustingen van zieken- en rusthuizen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden, inzonderheid op de artikelen 2 en 6;

Gelet op de wetten op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 46, gewijzigd bij de wet van 14 januari 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de procedure voor de subsidiëring van de infrastructuren en uitrustingen van zieken- en rusthuizen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 25 januari 2006;

Gelet op het advies nr. 40.671/4 van de Raad van State, gegeven op 4 juli 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt aangevuld met het volgende lid :

In de zin van dit artikel wordt verstaan onder :

— "Minister" : de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie;

— "administratie" : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid.

**Art. 3.** Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Behalve voor de dossiers die uitsluitend betrekking hebben op onroerende investeringen, medische diensten of apparaten, alsook voor de overige projecten van werken die geen wijziging van de oppervlakte of van de bestemming van lokalen inhouden, legt de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt zijn voorontwerp voor akkoord over aan de Minister.

Het voorontwerp wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie opgemaakt wordt en aan de hand waarvan de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt bevestigt :

1<sup>o</sup> dat :

— de aanvrager een vereniging zonder winstoogmerk, een stichting, een vereniging opgericht krachtens hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of een intercommunale is of;

— als de aanvrager een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een gemeente, een provincie of een intercommunale is, dat de verplichtingen opgelegd door de toezichtregels nagekomen werden;

2<sup>o</sup> dat, als de aanvraag betrekking heeft op een ziekenhuis, de verbintenissen bepaald bij artikel 2, 2<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van de ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 1967, nagekomen werden;

3<sup>o</sup> dat, als de aanvraag betrekking heeft op een rusthuis of op een rust- en verzorgingstehuis, de verbintenissen bepaald bij artikel 5 van de wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden alsook bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 mei 1972 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor het verlenen van subsidies voor het bouwen of het verbouwen van rustoorden voor bejaarden nagekomen werden;

4<sup>o</sup> dat de werken, diensten en leveringen die het voorwerp zijn van de aanvraag tot voorontwerp van akkoord nog niet besteld werden.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord moet binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld worden.

Bij het voorontwerp worden ook de volgende stukken gevoegd :

1<sup>o</sup> de beslissing van de opdrachtgever-aanvrager;

2<sup>o</sup> een uitvoerig verslag met een omschrijving van de bestaande toestand, de nagestreefde doelstellingen, de redenen die de uitvoering van de werken wettigen, de diensten en/of de aanwerving van de uitrustingen die het voorwerp zijn van de subsidieaanvraag en met een nadere bepaling van de wijze waarop de opdrachtgever zijn financiële bijdrage zal leveren;

3<sup>o</sup> het programma van de geplande werken, geconcretiseerd in een leidend plan, namelijk een technische schets van de plannen van de bouwwerken op grond waarvan de omvang van de uit te voeren werken geschat kan worden;

4<sup>o</sup> een raming van de werken, diensten en/of aan te werven uitrustingen.

Het voorontwerp en de stukken worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan de administratie gericht. »

**Art. 4.** Artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 worden de leden 1 tot 4 vervangen door de volgende leden :

« Binnen dertig dagen na ontvangst van het voorontwerp bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het voorontwerp volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt zijn voorontwerp binnen twee maanden te vervolledigen - hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken - en desnoods het leidend plan waarvan sprake in artikel 4 nader te bepalen in een uitvoeriger technisch dossier.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het voorontwerp geacht volledig te zijn.

In voorkomend geval bezorgt de administratie de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van het uitvoeriger technisch dossier hetzij een bericht van ontvangst als dat dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt zijn dossier binnen twee maanden te vervolledigen. Hij wordt daarbij op de ontbrekende stukken gewezen.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het voorontwerp geacht volledig te zijn. »

**Art. 6.** In artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt het derde lid vervangen door het volgende lid :

« Het ontwerp wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie is opgemaakt en aan de hand waarvan de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt bevestigt dat de bepalingen van titel I, hoofdstuk *XVII*ter, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium in acht zijn genomen ten einde de personen met beperkte beweeglijkheid toegang tot de gesubsidieerde investeringen te verlenen.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord moet binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld worden.

Bij het ontwerp worden ook de volgende stukken gevoegd :

1° de beslissing waarbij de opdrachtgever-aanvrager het ontwerp goedkeurt en de gunningwijze van de opdracht vastlegt;

2° in voorkomend geval, het bericht van de opdracht;

3° het bijzondere bestek, de omstandige opmetingsstaat en de uitvoeringsplannen;

4° de kostenraming van de werken en/of van de uitrustingen;

5° de stedenbouwkundige vergunning indien vereist;

6° het rapport van de regionale brandweerdienst indien vereist. »

Voor de dossiers die uitsluitend betrekking hebben op onroerende investeringen, medische diensten of toestellen, alsook voor de overige projecten van werkzaamheden die geen wijziging van de oppervlakte of van de bestemming van lokalen inhouden, bevat het ontwerp eveneens de verklaring op erewoord bedoeld in artikel 4, tweede lid, en een uitvoerig verslag met een omschrijving van de bestaande toestand, de nagestreefde doelstellingen, de redenen die de uitvoering van de werken wettigen, de diensten en/of de aanwerving van de uitrustingen die het voorwerp zijn van de subsidieaanvraag, en een nadere bepaling van de wijze waarop de opdrachtgever zijn financiële bijdrage zal leveren.

Het ontwerp en de stukken worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan de administratie gericht. »

**Art. 7.** Artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt het eerste lid vervangen door de volgende leden :

« Binnen dertig dagen na ontvangst van het ontwerp bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het ontwerp volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt zijn ontwerp binnen twee maanden te vervolledigen. Hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het ontwerp geacht volledig te zijn. »

**Art. 9.** In artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt het woord "acht" vervangen door het woord "twaalf".

**Art. 10.** In artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt het eerste lid vervangen door de volgende leden :

« Binnen dertig dagen na ontvangst van het dossier betreffende de aanbesteding van de opdracht bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als dat dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt het binnen twee maanden te vervolledigen. Hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het ontwerp geacht volledig te zijn. »



**Art. 11.** Artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De wijzigende of bijkomende werken komen echter slechts in aanmerking voor subsidies als ze niet 10 % van de goedgekeurde initiële opdracht overschrijden, indexering niet inbegrepen. »

**Art. 12.** Artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt vervangen als volgt :

« Voor de opdrachten van werken en diensten wordt de subsidie ter beschikking gesteld als volgt :

1. een eerste schijf van 30 % van het subsidiebedrag wordt ter beschikking gesteld van de opdrachtgever zodra hij bedoelde werken en diensten heeft besteld en zodra deze daadwerkelijk zijn aangevat, hetgeen moet blijken uit de eerste stand van vordering van de werken;

2. de tweede en de derde schijf van 30 % worden ter beschikking gesteld zodra het totaalbedrag van de overgelegde facturen, BTW en algemene kosten inbegrepen, het totaalbedrag van de reeds ter beschikking gestelde schijf bereikt;

3. het saldo van de subsidie wordt ter beschikking gesteld van de opdrachtgever bij de goedkeuring van de eindrekening van de werken of diensten.

Voor de opdrachten van uitrustingen wordt de subsidie betaald na overlegging van de facturen. »

**Art. 13.** Artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt vervangen als volgt :

« Het dossier betreffende de eindrekening wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie opgemaakt wordt en aan de hand waarvan de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt het bewijs levert van :

1° de beslissing waarbij de opdrachtgever de eindrekening goedgekeurd heeft;

2° de voorlopige oplevering;

3° de uitvoeringstermijnen;

4° het einde van de werken;

5° de berekening van de boetes;

6° de rechtvaardiging van de toegelaten bijkomende of wijzigende werken.

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord moet binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld worden.

Bovenvermelde gegevens zullen ook het voorwerp uitmaken van een geargumenteerde nota van de verzoekende instelling op grond waarvan de administratie een oordeel kan vellen over de aanwending van de subsidie.

Ook de staten van vordering en de eindafrekening van het bedrijf worden, samen met de overeenstemmende facturen, bij het dossier gevoegd.

Het dossier betreffende de eindafrekening en de stukken worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan de administratie gericht. »

**Art. 14.** Artikel 21 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 wordt vervangen als volgt :

« Binnen dertig dagen na ontvangst van het dossier betreffende de eindafrekening bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als dat dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij hij erom verzocht wordt het binnen twee maanden te vervolledigen. Hij wordt daarbij gewezen op de ontbrekende stukken.

Als geen bericht van ontvangst binnen de vastgelegde termijnen wordt toegestuurd, wordt het dossier geacht volledig te zijn.

De Minister keurt de eindafrekening goed of af binnen twaalf maanden na ontvangst van het volledige dossier. »

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2006.

Het zal van toepassing zijn op de dossiers die al bij de administratie ingediend zijn op de dag van inwerkingtreding ervan, in het volgende stadium van hun staat van vordering.

**Art. 16.** De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 september 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. Ch. VIENNE